



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Feuille de route du Gouvernement 100 jours d'action

14 juillet 2023

Intro

« Le 14 juillet prochain doit nous permettre de faire un premier bilan. Nous avons devant nous 100 jours d'apaisement, d'unité, d'ambitions et d'actions au service de la France. »

Emmanuel Macron, allocution du 17 avril 2023.

Il y a 100 jours, le Président de la République a fixé un cap : accélérer dans les réformes et offrir des solutions concrètes aux Français.

Pour y répondre, j'ai présenté le 26 avril dernier la feuille de route de mon Gouvernement autour de quatre grands piliers : le plein emploi et la réindustrialisation, l'ordre républicain, les progrès à travers les services publics, notamment la santé et l'éducation et la transition écologique.

100 jours plus tard, l'accélération souhaitée a eu lieu. Dans tous les chantiers prioritaires, nous avons initié une dynamique, qui doit continuer à s'amplifier.

Pour le plein emploi, après la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites, nous avons lancé la transformation du lycée professionnel et France Travail. Notre objectif est de ramener vers le travail les personnes qui en sont le plus éloignées ainsi que de mieux accompagner et responsabiliser les demandeurs d'emploi.

Pour répondre aux aspirations des travailleurs, nous avons bâti un agenda social ambitieux avec les organisations syndicales et patronales.

Enfin, pour la réindustrialisation, l'examen du projet de loi industrie verte a commencé au Parlement et d'importants investissements ont été annoncés.

L'accélération de la transition écologique est également au cœur de notre action.

Nous avons bâti un plan complet, concret, ambitieux, crédible et financé pour permettre d'atteindre l'objectif de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Secteur par secteur, nous avons établi tous les leviers pour agir, État, collectivités, entreprises et ménages.

Nous mettons des moyens à la hauteur de nos ambitions, et j'ai annoncé que nous investirions 7 milliards d'euros supplémentaires pour la transition écologique, dès l'année prochaine.

Parmi les premières préoccupations de nos compatriotes se trouve la question des services publics, notamment la santé et l'Éducation.

Là encore, nous avons connu 100 jours de solutions, en réduisant les délais pour obtenir des titres d'identité, en créant un service public de la petite enfance ou encore en abaissant l'âge de la conduite à 17 ans.

En matière d'éducation, le Président de la République a annoncé « le pacte enseignant » qui garantit aux enseignants jusqu'à 500 euros net en plus chaque mois pour permettre de nouvelles missions. Nous avons également pris un engagement ferme : remplacer toutes les absences de courte durée, dès la rentrée.

Quant à la santé, nous agissons pour relever le défi de l'accès aux soins : nous avons donné plus de marges aux territoires et quatre propositions de loi ont été adoptées à l'Assemblée nationale.

Enfin, ces derniers mois nous ont permis de nous doter de meilleurs outils pour garantir l'ordre républicain et notre souveraineté.

Ainsi, en plus des moyens supplémentaires pour nos forces de l'ordre prévus par la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur, le Parlement a adopté des hausses de moyens historiques pour notre Justice et nos Armées.

Aujourd'hui, la dynamique continue.

La crise que nous avons connue il y a deux semaines, prouve le besoin de continuer à agir et offrir des résultats à nos compatriotes.

Dans un esprit de rassemblement, avec tous les parlementaires de l'arc de républicain, avec les élus locaux, avec les partenaires sociaux, nous continuerons à bâtir des solutions au service des Français.

ÉLISABETH BORNE

bilan législatif

47 lois adoptées

Depuis le début du quinquennat le Parlement a définitivement adopté : **18 projets de loi** et **29 propositions de loi** (au 13 juillet).

Outre les trois lois de finances (un PLF et deux PLFR), le Parlement a adopté :

1 227

heures de débats à l'Assemblée nationale et **2 855 amendements** adoptés. (au 8 juillet)

877

heures de débats au Sénat et **2 126 amendements** adoptés. (au 30 juin)

1 Pour l'emploi et le renforcement de notre modèle social

- Loi portant sur les mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi.
- Loi de financement de la sécurité sociale pour 2023.
- Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 pour assurer la pérennité de notre système de retraites.
- Loi visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste.
- Proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique (en attente de promulgation).

2 Pour le pouvoir d'achat

- Loi portant sur les mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat.
- Loi portant sur le maintien provisoire du plafonnement de la revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs.
- Loi visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années d'assurance les plus avantageuses.
- Loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré.
- Loi tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs.

3 Pour la planification écologique

- Loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.
- Loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes.
- Loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée.
- Loi visant à ouvrir le tiers financement à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique.
- Proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires (en attente de promulgation).
- Loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.
- Loi portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier.

4 Pour les territoires

- Proposition de loi visant à régulariser le PLUi de la Communauté de communes du Bas Chablais (en attente d'une décision du conseil constitutionnel).
- Projet de loi de ratification ordonnances code monétaire et financier et dispositions (en attente de promulgation).
- Loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale relatives à l'outre-mer.
- Loi visant à garantir la continuité de la représentation des communes au sein des conseils communautaires.
- Loi sur le déroulement des élections sénatoriales.

bilan législatif

5 Pour améliorer l'accès aux soins et mieux accompagner nos concitoyens au quotidien

- Loi visant à faire évoluer la formation de sage-femme.
- Loi portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé.
- Loi visant à améliorer l'encadrement des centres de santé.
- Loi visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche.
- Loi visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation.
- Proposition de loi visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité (en attente de promulgation).
- Loi créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales.
- Loi visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire.

6 Pour lutter contre les fraudes

- Projet de loi visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces (en attente de promulgation).
- Loi visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation et à interdire le démarchage de ses titulaires.
- Proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite (en attente d'une décision du conseil constitutionnel).

7 Pour protéger nos concitoyens

- Projet de loi de programmation militaire (en attente de promulgation).
- Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur.
- Loi mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19.
- Loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture.

8 Pour plus de sécurité dans l'espace numérique

- Loi visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne.
- Loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne.
- Loi visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux.

9 Pour simplifier, moderniser, réduire les délais de notre Justice et protéger nos citoyens

- Loi visant à actualiser le régime de réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce.
- Loi visant à permettre aux assemblées d'élus et aux différentes associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, une personne investie d'un mandat électif public victime d'agression.

- Loi relative aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

- Projet de loi relatif à la restitution des biens culturels spoliés lors des persécutions antisémites entre 1933 et 1945 (en attente de promulgation).

Depuis 2017, le retour au plein emploi et la réindustrialisation de la France sont au cœur du projet politique de la majorité.

Grâce à la politique menée pour retrouver notre attractivité et réformer le marché du travail, 1,9 million d'emplois ont été créés, le taux de chômage a baissé de 3 points depuis fin 2016 et nous avons cassé la spirale de la désindustrialisation avec 200 créations nettes d'usines rien qu'en 2021 et 2022. Aujourd'hui, nous amplifions ce mouvement autour de quatre réformes clés : la réforme de l'assurance chômage, la réforme des retraites, la mise en place de France Travail et la réforme du lycée professionnel.

Plein emploi et réindustrialisation

100 jours

Évolution des chantiers

Atteindre le plein emploi et réindustrialiser la France

En faveur de l'emploi

9 chantiers lancés

1. Transposer l'Accord National Interprofessionnel sur le partage de la valeur en entreprise pour encourager le développement des différents outils à disposition des entreprises tels que la participation, l'intéressement, la prime de partage de la valeur, l'épargne salariale ou encore l'actionnariat salarié.

- *Projet de loi portant transposition adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 juin 2023.*
- *Examen au Sénat début octobre 2023.*

2. Transposer l'accord de la branche « accident du travail et maladie professionnelle » qui vise notamment à améliorer la prévention des accidents de travail et à faire évoluer la gouvernance de la branche.

- *Signature de l'accord par les partenaires sociaux fin mai.*
- *Lancement de la négociation sur la convention d'objectif et de gestion de la branche qui permet d'intégrer une partie des conclusions de l'Accord National Interprofessionnel.*

3. Bâtir un nouvel agenda social avec les partenaires sociaux pour un nouveau pacte de la vie au travail.

- *Réunion multilatérale entre la Première ministre et les organisations syndicales et patronales à Matignon le 12 juillet 2023 pour lancer la déclinaison de cet agenda.*

4. Mettre en œuvre le chantier en faveur de l'égalité professionnelle dans la fonction publique d'État.

- *Proposition de loi adoptée définitivement le 6 juillet 2023.*

5. Déployer France Travail.

- *Projet de loi pour le plein emploi adopté par le Sénat en première lecture le 12 juillet 2023.*
- *Déploiement des expérimentations sur 18 territoires.*

6. Appliquer les mesures prévues par la réforme des retraites via des décrets d'application.

- *Premiers décrets sur les paramètres de départ publiés début juin 2023.*
- *Décrets sur les régimes spéciaux, le minimum de pension, les transitions emploi-retraite publiés d'ici la fin du mois de juillet.*
- *Entrée en vigueur de la réforme au 1^{er} septembre.*

7. Appliquer la réforme des lycées professionnels.

- *Réforme annoncée par le Président de la République le 4 mai 2023.*
- *Multilatérales avec les organisations syndicales en juin et juillet 2023.*
- *Application dès la rentrée 2023.*

8. Accélérer la transformation de la carte des formations professionnelles.

- *Circulaire envoyée aux recteurs et aux préfets en juillet pour organiser la transformation de la carte des formations.*

9. Accélérer la formation sur les métiers d'avenir, grâce aux programmes « formations » de France 2030.

- *Annonce de lauréats en juin 2023 permettant l'ouverture de 20 000 places sur les métiers d'avenir.*

En faveur de la réindustrialisation

7 chantiers lancés

1. Présenter un projet de loi relatif à l'industrie verte.

- *Adoption par le Sénat en première lecture le 22 juin.*
- *Première lecture à l'Assemblée nationale à partir du 17 juillet.*

100 jours

Évolution des chantiers

Atteindre le plein emploi et réindustrialiser la France

2. Finaliser les feuilles de route de la décarbonation des grandes filières industrielles et des 50 sites les plus émetteurs dans le cadre de la planification écologique et les décliner territoire par territoire.

→ *Présentation des 50 feuilles de route lors du Conseil national de l'industrie du 23 juin 2023, présidé par la Première ministre, permettant une baisse de 45 % des émissions en 2030.*

3. Finaliser les stratégies industrielles en matière d'hydrogène et de technologies de capture de carbone.

→ *Lancement de la consultation sur la stratégie CCS au Conseil national de l'industrie.*
→ *Révision de la stratégie H2 en cours de finalisation.*

4. Finaliser le plan export, volet international du plan France 2030, en associant l'ensemble des opérateurs et des parties prenantes.

→ *Le plan est finalisé, il sera présenté fin août 2023.*

5. Relancer le programme Territoires d'Industrie pour intégrer de nouvelles priorités (transition écologique, sobriété foncière, innovation, médicaments) et l'adapter à de nouvelles politiques, comme France 2030.

→ *Programme annoncé le 11 mai 2023 par le Président de la République et un cahier des charges a été lancé par la Première ministre lors du Conseil national de l'industrie du 23 juin 2023.*

6. Bâtir un plan « métiers d'art », visant à développer les manufactures, l'excellence et l'innovation dans les 280 métiers d'art.

→ *Plan présenté le 30 mai 2023 par la ministre de la Culture et la ministre déléguée en charge des PME, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.*

7. Mener une revue stratégique des actions de France 2030, deux ans après son lancement.

→ *Finalisation et présentation du rapport de Patricia BARBIZET, Présidente du Conseil de surveillance des investissements d'avenir (CSIA), le 30 juin 2023.*

En faveur du pouvoir d'achat

5 chantiers lancés

1. Aides énergie.

→ *Déploiement en cours.*
→ *Prolongation du bouclier électricité.*

2. Plafonnement de la hausse des loyers à +3,5 % maximum.
→ *Loi du 7 juillet 2023 maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs.*

3. Lutte contre l'inflation alimentaire.

→ *Prolongation du trimestre « anti-inflation » jusqu'au 15 septembre 2023.*
→ *Réouverture des négociations entre industriels et distributeurs.*

4. Baisser les impôts pour les classes moyennes d'ici la fin du quinquennat.

→ *Baisse de 2 milliards d'euros annoncée par le Président de la République le 15 mai 2023.*
→ *Lancement des travaux interministériels pour mettre en œuvre cette baisse.*

5. Lancement de négociations entre les partenaires sociaux, pour les branches infra SMIC pour offrir de vraies progressions de salaires.

→ *Sujet abordé dans le cadre de la multilatérale entre la Première ministre et les organisations syndicales et patronales le 12 juillet 2023 à Matignon.*

21 chantiers au total

Nos compatriotes demandent à être protégés et à voir la souveraineté de notre pays réaffirmée. Le précédent quinquennat a été marqué par le recrutement de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires et une augmentation significative des moyens de notre Justice et de nos Armées. Ces 100 jours ont permis de continuer dans cette voie, en renforçant encore notre action pour la sécurité de tous, pour l'efficacité de notre Justice, pour le respect de nos frontières et pour notre modèle d'Armée. Beaucoup de textes ont été votés ou sont en cours de discussion. Ils vont avoir des effets concrets, visibles, perceptibles et concourir à un même résultat : un pays plus sûr et plus fort.

Ordre républicain et engagement

100 jours

Évolution des chantiers

Renforcer l'ordre républicain et encourager l'engagement

Sécuriser et réguler l'espace numérique

4 chantiers lancés

1. S'assurer de la mise en conformité de notre droit pour la pleine effectivité des règlements européens Data Governance Act (DGA), Digital services Act (DSA) et Digital Markets Act (DMA).

- *Projet de loi « sécuriser et réguler l'espace numérique » voté à l'unanimité en première lecture au Sénat le 5 juillet.*
- *Examen du texte en séance à l'Assemblée nationale à la rentrée 2023.*

2. Renforcer notre souveraineté numérique en renforçant la concurrence dans l'environnement numérique, notamment le cloud, et avec les investissements de France 2030.

- *Projet de loi « sécuriser et réguler l'espace numérique » voté à l'unanimité en première lecture au Sénat le 5 juillet.*
- *Examen du texte en séance à l'Assemblée nationale à la rentrée 2023.*

3. Mieux protéger les citoyens en luttant contre la désinformation, contre les arnaques et escroqueries en ligne et contre le cyber-harcèlement en particulier des mineurs.

- *Loi visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux promulguée le 9 juin 2023.*
- *Loi visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne promulguée le 7 juillet 2023.*

4. Renforcer la stratégie gouvernementale en matière d'intelligence artificielle autour du soutien à l'innovation et à la formation, de la régulation de ces technologies et de la diffusion et l'accompagnement des acteurs à ses usages.

- *Annonce par le Président de la République d'un plan d'ensemble visant à soutenir les acteurs de l'intelligence artificielle le 15 juin 2023.*

Garantir notre autonomie et répondre aux défis stratégiques

1. Renforcer nos capacités dans le champ cyber afin de lutter plus efficacement contre les attaques.

- *Projet de loi de programmation militaire adopté définitivement à l'Assemblée nationale le 12 juillet et au Sénat le 13 juillet 2023.*

2. Protéger notre territoire avec des mesures de lutte anti-drone.

- *Projet de loi de programmation militaire adopté définitivement à l'Assemblée nationale le 12 juillet et au Sénat le 13 juillet 2023.*

Renforcer le pouvoir des douanes

1. Moderniser les moyens d'agir des douanes afin de faire face aux évolutions de la criminalité et notamment à l'utilisation des nouvelles technologies.

- *Projet de loi adopté définitivement le 5 juillet 2023.*

Permettre le retour d'œuvres spoliées aux propriétaires légitimes

1. Faire oeuvre de justice en accélérant la restitution à leurs propriétaires de biens culturels spoliés.

Favoriser une démarche de justice, entreprise par l'État, pour rendre à leurs propriétaires légitimes des œuvres spoliées par l'Allemagne nazie et ses régimes complices. Présenter une loi cadre, pour aller plus vite et plus loin dans l'identification et la restitution de ces biens culturels.

- *Projet de loi adopté définitivement le 13 juillet 2023.*

100 jours

Évolution des chantiers

Renforcer l'ordre républicain et encourager l'engagement

Simplifier, moderniser, réduire les délais de notre Justice et protéger nos citoyens

8 chantiers lancés

1. Des moyens renforcés déclinés dans la loi avec un budget augmenté et le recrutement de 10 000 personnels sur le quinquennat.

2. Expérimenter de nouvelles compétences et de nouvelles procédures pour les tribunaux de commerce renommés « tribunaux aux affaires économiques » pour renforcer l'attractivité de la justice.

→ *Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice 2023-2027 adopté en première lecture au Sénat le 13 juin 2023.*

→ *En cours de première lecture à l'Assemblée nationale.*

3. Lancer l'application « justice.fr » dont le but est de fournir des informations facilement accessibles sur le fonctionnement de la justice avec des simulateurs, des informations utiles sur les lieux, les professionnels de Justice, l'aide juridictionnelle.

→ *Application lancée la semaine du 24 avril 2023.*

4. Créer de nouvelles procédures destinées à favoriser le recours aux modes amiables de règlement des litiges pour réduire les délais de la justice du quotidien.

→ *Décret en cours de concertation.*

5. Lancer des pôles spécialisés violences intrafamiliales dans les juridictions pour des acteurs formés et coordonnés, ainsi que le déploiement du pack « nouveau départ » pour mieux protéger contre les violences faites aux femmes.

→ *Pôles spécialisés annoncés par la Première ministre en mars.*

→ *Dispositif présent dans le projet de loi d'orientation et de programmation de la Justice en cours d'examen au Parlement.*

→ *Déploiement du pack nouveau départ : lancé dans quatre territoires pilotes, et un cinquième fin juin.*

6. Développer et diversifier l'offre des travaux d'intérêt général afin que les juridictions se saisissent davantage de cette peine utile à la réinsertion.

→ *Circulaire sortie.*

7. Promouvoir le travail pénitentiaire, la formation professionnelle ainsi que l'embauche à la sortie de détention, pour atteindre un objectif de 50 % de détenus qui travaillent sur le quinquennat et favoriser la réinsertion.

→ *« Tour de France » du travail pénitentiaire par le Garde des Sceaux jusqu'en décembre 2023.*

8. Mettre en place un « passeport Educdroit » qui suivra l'élève de 3^{ème} tout au long de ses études et lui permettra de garder une trace de ses actions, de ses connaissances avec des professionnels du droit ou dans des lieux de la République auprès des élèves.

→ *En cours de mise en place, et sera effectif à la rentrée 2023 dans sept académies.*

Lutter contre les fraudes sociales et fiscales

1. Déployer un plan pour répondre à des enjeux variés : transition numérique, régimes de sanctions, fraudes internationales, coopération entre services de l'État.

→ *Premier volet portant sur les fraudes fiscales et douanières présenté le 9 mai 2023.*

→ *Deuxième volet portant sur les fraudes sociales présenté le 31 mai. Les objectifs fixés sont : 300 millions d'euros de redressements contre la fraude au détachement de travailleurs entre 2022 et 2027 ; 500 millions d'euros de préjudice financier évité pour les prestations de santé dès 2024 ; 3 milliards d'euros de préjudice évité par les CAF et caisses de retraite entre 2022 et 2027.*

100 jours

Évolution des chantiers

Renforcer l'ordre républicain et encourager l'engagement

Déployer des moyens supplémentaires pour maintenir l'ordre et la sécurité

7 chantiers lancés

1. Renforcer les moyens du ministère de l'Intérieur pendant 5 ans pour s'adapter aux évolutions de la délinquance, des menaces et aux attentes des citoyens.

2. Mise en œuvre de plusieurs dispositifs prévus notamment par la Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur promulguée en janvier 2023. Déployer des forces d'action républicaine permettant de renforcer une action globale (sécurité et justice) sur un territoire particulièrement exposé aux trafics ou à la violence, pendant une durée maximale de 6 mois.

→ Premières forces d'action républicaines déployées d'ici l'été, en particulier à Marseille.

3. Déployer 200 brigades de gendarmerie, fixes ou mobiles, généralisées ou spécialisées, pour remailler nos territoires et offrir une visibilité et une proximité auprès de nos concitoyens.

→ Annoncé fin juin - début juillet 2023.

4. Déployer 200 brigades de gendarmerie, fixes ou mobiles, généralisées ou spécialisées, pour remailler nos territoires et offrir une visibilité et une proximité auprès de nos concitoyens.

→ Déplacement du Président de la République du 2 juin 2023.

5. Recruter plus de 500 fonctionnaires supplémentaires à Mayotte, dont 450 policiers et gendarmes pour lutter contre l'insécurité.

6. Créer une nouvelle unité militaire de sécurité civile implantée dans le Sud-Ouest pour renforcer notre capacité collective à prévenir et nous défendre contre les risques naturels, en particulier les feux de forêt.

→ Choix du site en cours d'arbitrage par le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer.

7. Lancer un plan de mobilisation civile : sensibilisation de nos concitoyens à la sécurité civile et aux bons réflexes.

→ Campagne de prévention « feux de forêt » et « débroussaillage » réalisée au printemps 2023.

→ Loi sur la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie promulguée le 10 juillet 2023.

Mettre en place des actions concrètes en matière d'immigration

1. Expérimenter une force aux frontières (« border force ») pour mieux protéger nos frontières nationales associant forces de sécurité intérieure, forces armées et douanes.

→ Expérimentation engagée au 1^{er} juin 2023 dans les Alpes-Maritimes et au 1^{er} juillet 2023 dans les Hautes-Alpes.

2. Protéger nos frontières extérieures par un renforcement de Frontex et de la coopération avec les pays de départ.

→ Finalisation en cours d'un accord migratoire Union Européenne/Tunisie, renforcé par une proposition d'accord bilatéral, poursuite des renforts de Frontex fournis notamment par la France.

3. Poursuivre les échanges avec les groupes politiques pour préparer l'examen d'un projet de loi afin de mieux contrôler l'immigration et améliorer l'intégration.

→ Échanges menés par le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, en lien avec le ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et le ministre chargés des Relations avec le Parlement.

100 jours

Évolution des chantiers

Renforcer l'ordre républicain et encourager l'engagement

Renforcer la sécurité routière

3 chantiers
lancés

1. Supprimer le retrait de points pour les petits excès de vitesse.
→ *Mesure annoncée par le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer au printemps 2023.*
2. Renforcer la répression des usages de produits psychoactifs et améliorer la prise en compte des victimes de la route.
→ *Comité interministériel à la sécurité routière le 17 juillet 2023.*
3. Faciliter l'accès au permis de conduire.
→ *Loi visant à faciliter le passage et l'obtention de l'examen du permis de conduire promulguée le 21 juin 2023.*
→ *Comité interministériel à la sécurité routière le 17 juillet 2023.*

30 chantiers
au total

Au cœur des préoccupations de nos concitoyens se trouve la question des services publics.

Depuis 2017, nous avons pris des mesures fortes pour permettre le retour des services publics dans les territoires, notamment avec les espaces France services, en investissant massivement dans l'hôpital ou en dédoublant les classes de grande section, CP et CE1 dans les quartiers populaires.

Les 100 jours ont été l'occasion d'accélérer et d'apporter des réponses concrètes aux difficultés du quotidien de nos concitoyens, notamment pour l'école et pour l'accès aux soins.

Le travail entamé va s'amplifier et nous suivons toujours les mêmes objectifs : permettre aux territoires de bâtir les solutions qui leur sont adaptées et garantir l'égalité des chances.

Progrès et services publics

100 jours

Évolution des chantiers

Bâtir de nouveaux progrès et refonder nos services publics

Education et jeunesse

7 chantiers lancés

1. Présenter un plan d'actions avec des mesures concrètes pour la jeunesse sur les thèmes suivants : transition écologique, vie quotidienne, avenir professionnel, égalité des chances et engagement citoyen.

- Organisation de 5 rencontres jeunesse à Matignon présidées par la Première ministre.
- Présentation d'une quinzaine de mesures lors du Conseil national de la refondation « jeunesse » du 21 juin 2023.
- Organisation d'un comité interministériel de la jeunesse d'ici l'automne 2023.

2. Mettre en œuvre à la rentrée scolaire 2023 la transformation de l'école (pacte enseignants) : hausse de la rémunération des professeurs, remplacement systématique en cas d'absence de courte durée, généralisation des sessions hebdomadaires de soutien ou d'approfondissement en français ou en mathématiques.

- Annoncé par le Président de la République mi-avril 2023.

3. Généraliser l'éducation aux médias et à l'information au collège mis en œuvre à la rentrée 2024 avec une refonte complète de l'enseignement moral et civique, plan mathématiques, renforcement de l'apprentissage de l'anglais et autres langues vivantes.

- Présentation de mesures lors du Conseil national de la refondation « jeunesse » du 21 juin 2023.

4. Généraliser la découverte des métiers à partir de la classe de 5^{ème}.

- Expérimentation dès 2023.
- Pour une généralisation à la rentrée 2023, dans le bulletin officiel de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

5. Développer un plan « mixité sociale » et mixité scolaire.

- Annoncé par le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse le 11 mai 2023.

6. Généraliser le programme de lutte contre le harcèlement dans les lycées.

- Programme pHARe lancé dans les collèges en 2022.
- Généralisation aux lycées à la rentrée 2023.
- Organisation d'une réunion interministérielle présidée par la Première ministre le 7 juillet 2023.
- Présentation d'un plan interministériel à la rentrée 2023.

7. Étendre la part collective du « Pass Culture » aux élèves de 6^{ème} et de 5^{ème}.

- Annoncé par le Président de la République en août 2022 et effectif à la rentrée 2023.

Santé

9 chantiers lancés

1. Dans le cadre de la démarche du Conseil national de refondation, construire de nouvelles organisations de santé au plus près des besoins de la population et des professionnels :

- Accélération du soutien de l'Etat à la création de maison de santé pour atteindre 6 000 structures d'ici 2027 (2250 aujourd'hui).
- Déploiement de 100 médico bus, prioritairement dans les zones rurales et les quartiers, afin de faciliter l'accès aux soins de la population.

2. Renforcer l'attractivité de la médecine générale et inciter davantage de professionnels à s'installer dans les territoires grâce à la création d'une nouvelle année de professionnalisation (4^{ème} année).

- Une nouvelle maquette de formation a été dévoilée et des mesures incitatives ont été arbitrées.
- Les étudiants entreront dans le nouveau cursus d'études de médecine générale dès la rentrée 2023.

3. Renforcer la coopération et la complémentarité entre les professionnels de santé pour améliorer concrètement l'accès aux soins des Français.

- Promulgation de la loi portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé, le 19 mai 2023.

100 jours

Évolution des chantiers

Bâtir de nouveaux progrès et refonder nos services publics

- Adoption de la proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels, en première lecture à l'Assemblée nationale le 15 juin 2023.
- 4.** Déployer un plan permettant aux 600 000 patients en affection longue durée qui n'ont pas de médecin traitant d'en avoir un.
 - Actions de l'Assurance maladie en cours avec des campagnes d'appel. Tous les patients en affection longue durée sans médecin traitant ont déjà été contactés et plus de 50 000 ont retrouvé un médecin traitant.
- 5.** Intensifier les actions engagées en 2022 pour désengorger les services d'urgence (développement de nouvelles pratiques et territorialisation du fonctionnement).
 - Le service d'accès aux soins est désormais déployé auprès de plus de 50% de la population.
 - Les assistants de régulation médicale sont reconnus comme une profession de santé à part entière.
 - Généralisation de l'appel au 15 avant d'accéder à un service d'urgence.
- 6.** Déployer, dans le cadre de la nouvelle politique de prévention, un plan de vaccination contre le papillomavirus (HVP) sur tout le territoire pour tous les élèves de 5^{ème}.
 - Mise en place de la campagne dès la rentrée 2023 dans la totalité des régions françaises.
- 7.** Élaborer une stratégie décennale sur les soins palliatifs et un projet de loi « fin de vie ».
 - Élaboration d'une stratégie décennale pour renforcer l'accès aux soins palliatifs sur tout le territoire, pour mise en œuvre en décembre 2023.
 - Présentation d'un projet de loi « fin de vie » à la rentrée 2023.
- 8.** Conclure les assises de la pédiatrie et de la santé de l'enfant.
 - Annonce lors du Comité de l'enfance de juin de la remise des conclusions à la rentrée 2023.
- 9.** Mieux accompagner les femmes à la suite d'une fausse couche.
 - Loi visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche promulguée le 7 juillet 2023.
 - Effectif dès janvier 2024.
- Signature de la convention d'objectifs et de gestion de la CNAF le 10 juillet 2023 : un engagement de 6 milliards d'euros de plus d'ici 2027 en faveur de l'accueil du jeune enfant.
- Adoption en première lecture du projet de loi pour le plein emploi au Sénat, notamment l'article 10 qui conforte le rôle des communes dans l'organisation de la politique d'accueil du jeune enfant.

Solidarité et petite enfance

- 1.** Créer un pacte des solidarités déclinant auprès des plus modestes les chantiers gouvernementaux tel que le travail, la santé, l'écologie et l'enfance. Et lancement du plan « Mieux manger pour tous ».
 - Présentation du pacte aux associations concernées prévue le 19 juillet 2023.
 - Appel à projets pour le plan « Mieux manger pour tous » clôturé le 30 juin 2023.
- 2.** Déployer une « véritable garantie d'accueil du jeune enfant » pour répondre aux besoins des parents et de leurs enfants.
 - Annoncé par la Première ministre à l'occasion du Conseil national de la refondation, dédié à la petite enfance le 1^{er} juin 2023.

Handicap et accessibilité

- 1.** Déconjugalisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH).
 - Mise en place effective prévue pour octobre 2023.
- 2.** Mettre en œuvre l'« acte II » de l'école inclusive.
 - Annoncé lors de la Conférence nationale du handicap 2023.
- 3.** Favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap.
 - Adoption du projet de loi pour le plein emploi, en première lecture au Sénat le 11 juillet 2023. Lecture à l'Assemblée nationale en octobre 2023.

100 jours

Évolution des chantiers

Bâtir de nouveaux progrès et refonder nos services publics

Ville et logement

- Finaliser les négociations avec les bailleurs sociaux sur le « pacte de confiance HLM » avant le prochain congrès HLM d'octobre 2023.
 - 1^{ère} version du Pacte de confiance avec les bailleurs sociaux attendue pour cet été.
 - Présentation prévue pour le 1^{er} octobre 2023.
- Améliorer l'accès au logement de tous les Français, notamment dans les zones tendues où l'offre de logement est insuffisante aujourd'hui (PTZ).
 - Présenté lors du Conseil national de la refondation du Logement le 5 juin 2023.
- Lancer le plan « Quartiers 2030 », centré sur l'émancipation des habitants des quartiers par l'entrepreneuriat, l'emploi, la lutte contre les discriminations ou encore l'éducation et la culture.
 - Première partie des mesures annoncées le 26 juin 2023 dernier par le Président de la République à Marseille.
 - Organisation un nouveau comité interministériel des villes à la rentrée, celui du 30 juin 2023 ne s'étant pas prêté à présenter l'ensemble des mesures.
- Lancement du plan « Logement d'abord 2 » pour un moment total de 500 millions d'euros.
 - 10 000 places en pension de famille.
 - 30 000 places en intermédiation locative.
 - Création de 500 emplois dans les Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation (SIAO) pour assurer un meilleur suivi des sans-abris.
- Lancement de l'Observatoire du sans-abrisme en mai 2023.

Ruralité

- Annoncer le plan « France Ruralités » pour permettre aux territoires ruraux de disposer des moyens de réussir les transitions auxquelles ils sont confrontés : transition écologique, transition démographique, transition économique.
 - Présentation du plan par la Première ministre le 15 juin 2023 dans la Vienne.

Services publics et fonction publique

9 chantiers lancés

- Lancer l'agenda social de la fonction publique de 2023.
 - Échanges et co-construction de l'agenda social au long de l'année 2023.
 - Lancement de la négociation sur la prévoyance dans la fonction publique de l'État en juillet 2023.
- Accompagner le parcours administratif des Français lors des 10 grands moments clés de la vie.
 - Annoncé par la Première ministre lors du Comité interministériel de la Transformation Publique le 9 mai 2023.
 - Développement de 5 chantiers prioritaires par le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques pour la fin de l'année 2023.
- Réduire par deux le délai pour l'obtention de papiers d'identité d'ici à l'été.
 - Annonce par la Première ministre le 21 avril 2023 lors d'un déplacement dans l'Indre et acté lors du Comité interministériel de la Transformation publique le 9 mai 2023.
 - Mesures mises en place pour engager la réduction des délais et attendre l'objectif fixé de 30 jours.
- Augmenter le nombre de France services à 2750 d'ici la fin de l'année.
 - Acté lors du Comité interministériel de la Transformation publique le 9 mai 2023.
 - Deux vagues de labellisation en cours.
 - La participation de l'État au fonctionnement des France service progressera à compter de 2025.
- Rendre les services publics accessibles sous toutes les formes.
 - Acté lors du Comité interministériel de la Transformation publique le 9 mai 2023.
 - Mobilisation d'une enveloppe de 60 millions d'euros à compter de 2024 pour rendre les sites internet de l'État mieux accessibles.

100 jours

Évolution des chantiers

Bâtir de nouveaux progrès et refonder nos services publics

6. Simplifier l'accès au permis de conduire grâce à un travail sur sa dématérialisation.

→ Acté lors du Comité interministériel de la Transformation publique le 9 mai 2023.

7. Accompagner les Français résidant à l'étranger, en leur permettant de bénéficier de l'accès au nouveau service France consulaire.

→ Acté lors du Comité interministériel de la Transformation publique le 9 mai 2023.

8. Poursuivre le réarmement des services publics dans les territoires grâce à une approche multicanale (physique, téléphone ou en ligne).

→ Acté lors du Comité interministériel de la Transformation publique le 9 mai 2023.

→ Mise en place de nouveaux indicateurs de satisfaction des Français.

9. Renforcer la qualité de service des 2750 France Services grâce à une meilleure articulation des réseaux territoriaux des acteurs publics de l'État et de la Sécurité sociale.

→ Entrée des nouveaux partenaires dans le réseau France services prévue pour l'été 2023 après une phase d'expérimentation à l'hiver 2023.

Territoires ultra-marins

1. Améliorer rapidement la qualité et de la régularité des services publics pour les citoyens ultramarins, notamment envers l'accès à l'eau, au logement et aux transports en commun.

→ Annonces prévues lors du prochain Comité interministériel des Outre-mer le 18 juillet 2023.

Sport

1. Préparer les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024 afin d'accueillir cet événement dans les meilleures conditions de sécurité et de transport.

→ Loi relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions promulguée le 19 mai 2023.

Recherche

1. Accélérer les programmes de recherche sur les sujets prioritaires : quantique, hydrogène, batteries, biothérapies.

→ Les conditions de la mise en œuvre du rapport Gillet seront précisées à la rentrée par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La mission d'agences de programme confiée aux organismes de recherche permettra d'accélérer le soutien aux thématiques prioritaires.

2. Renforcer notre recherche biomédicale U.

→ Annoncé par le Président de la République le 16 mai 2023.

→ Mission à Manuel Tunon de Lara et à Raymond Le Moign sur la recherche biomédicale par les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Santé.

38 chantiers au total

Grâce à notre engagement, depuis 2019, nos émissions réelles ont été systématiquement inférieures aux objectifs fixés. Mais nous devons accélérer pour tenir les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés : réduire de 55 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Pour y arriver, nous avons une stratégie, la planification écologique pour supprimer toutes les émissions inutiles, adapter nos modes de vie aux dérèglements inévitables et restaurer notre biodiversité.

Les 100 jours ont été l'occasion de finir de mettre au point ce plan d'action, secteur par secteur. Si beaucoup de mesures sont déjà lancées, nous allons amplifier encore notre action.

Transition écologique

100 jours

Évolution des chantiers

Planifier et accélérer la transition écologique

En matière d'énergie

1. Mettre en œuvre la loi d'accélération des énergies renouvelables.
→ Publication dans les 6 mois de tous les textes d'application.
2. Finaliser le projet de loi « accélération nucléaire ».
→ Loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes promulguée le 22 juin 2023.
→ Les textes d'application sont en préparation.
3. Intensifier le plan de sobriété pour poursuivre nos efforts de maîtrise de la consommation.
→ Diffusion du volet 2 de la campagne de communication mi-juin 2023.

En matière de transports

4 chantiers lancés

1. Bâtir une nouvelle ligne ferroviaire avec 100 milliards d'euros investis d'ici à 2040.
→ Mandats de négociation pour les volets mobilités des contrats de plan État-Région (CPER) envoyés le 7 juin 2023, 8,6 milliards d'euros pour le quinquennat mis sur la table par l'État, en hausse de 50% par rapport à la génération précédente.
→ Proposition de loi relative aux services express régionaux métropolitain, adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale le 16 juin 2023.
2. Développer les services express régionaux métropolitains (« RER métropolitains »).
→ Mandats CPER envoyés le 7 juin 2023, incluant une dotation d'amorçage financée par l'État de plus de 700 millions d'euros. La proposition de loi « services express régionaux métropolitains » adoptée à l'Assemblée nationale le 16 juin 2023.
3. Discussion sur les autres mobilités décarbonées.
→ Comité interministériel vélo et marche le 5 mai 2023, avec annonce du second plan vélo avec un engagement de l'État de 2 milliards d'euros sur le quinquennat.
→ Pérennisation des aides au verdissement des voitures dans le Projet de loi de finances (PLF) 2024.
4. Développer les carburants durables et soutenir l'innovation et les technologies.
→ Annonces du Président de la République au Salon du Bourget : 300 millions d'euros par an jusqu'en 2030 pour la filière, et un investissement de 200 millions d'euros dans les carburants aériens durables (« SAF »), pour développer une filière capable de couvrir plus que nos besoins à horizon 2030.

En matière d'agriculture et d'alimentation

1. Proposer une nouvelle méthode pour la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (Ecophyto 2030).
→ Comité d'orientation stratégique le 11 juillet 2023.
→ Chiffres de 2022 : -22% depuis la moyenne 2015-2017 et -27% pour le glyphosate.

En matière de consommation

1. Favoriser la réparation des objets du quotidien en augmentant le montant du bonus réparation.
→ En cours. Une consultation publique a été lancée le 12 juillet dernier 2023.

100 jours

Évolution des chantiers

Planifier et accélérer la transition écologique

En matière d'écologie

1. Favoriser l'accès à la nature à moins de 15 minutes de chez soi.
 - Près d'un million de participants à la Fête de la Nature.
 - Stratégie nationale biodiversité présentée mi-juillet.
2. Présenter un plan de sobriété pour préserver nos ressources en eau.
 - Présentation d'un plan eau par le Président de la République le 30 mars 2023.
 - Diffusion de la campagne de communication (spots radio et dispositif digital).
 - Lancement de la plateforme « Vigie eau » par le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires pour connaître les restrictions en vigueur.
3. Mettre en place une nouvelle gestion des forêts pour prévenir les incendies.
 - Loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie promulguée le 10 juillet 2023.
 - Lancement de l'application de météo des forêts le 1er juin 2023.
 - Adoption du règlement européen pour interdire l'importation de produits issus de la déforestation le 19 avril 2023.

En matière de rénovation écologique des bâtiments

4 chantiers lancés

1. Rénover énergétiquement les logements (renforcement de « Ma Prime'renov » et accompagnement des Français dans leur démarche de rénovation).
 - Évolution et simplification de « Ma Prime'renov » en 2024 avec la mise en place de deux piliers : un piler efficacité (pour favoriser les modes de chauffage décarbonés) et un piler performance pour réaliser des travaux d'ampleur).
2. Déployer un accompagnement personnalisé via « Mon accompagnateur Rénov ».
 - Ouverture des agréments aux opérateurs privés lancés le 1^{er} juillet 2023.
3. Accélérer l'ouverture des guichets physiques « France Rénov » : objectif d'un guichet par intercommunalité d'ici 2025.
 - Concertation lancée et fin de la concertation prévue le 28 juillet 2023.
4. Rénover énergétiquement les bâtiments publics : rénover toutes les écoles en 10 ans.
 - Lancement le 9 mai 2023 du programme EduRénov de la Banque des Territoires.

100 jours

Évolution des chantiers

Planifier et accélérer la transition écologique

En matière de lutte contre le changement climatique

1. Définir le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie, projet de stratégie nationale bas-carbone et projet de stratégie nationale biodiversité rendus publics.

→ Lancement des consultations le 12 juillet 2023.

2. Engager la pêche dans la transition écologique, décarboner les navires, déployer la planification des façades maritimes.

→ Organisation du Comité interministériel à la mer le 20 juillet 2023.

Lever les verrous législatifs

3 chantiers lancés

1. Accélérer le déploiement des services express métropolitains en élargissant les missions de la Société du Grand Paris.

→ Proposition de loi relative aux services express régionaux métropolitain, adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale le 16 juin 2023.

2. Trouver un meilleur dispositif de territorialisation, entre les différents niveaux de collectivités, de notre ambition de sobriété foncière, avec l'adaptation du zéro artificialisation nette (ZAN).

→ Proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols adoptée définitivement le 13 juillet 2023.

3. Lancer la révision des documents stratégiques de façade et identification des zones des futurs parcs éoliens en mer.

→ Circulaire transmise aux préfets.

→ Révision des zones militaires en cours.

21 chantiers au total